



Direction générale des services

CONSEIL MUNICIPAL DU 14 NOVEMBRE 2016

PROCES-VERBAL

Nombre de conseillers municipaux en exercice : **29**

Présents : 24

Votants : 29

Alain ROYER, Catherine CADOU, Gil RANNOU, Marie-Madeleine REGNIER, Mickaël MENDES, Catherine HENRY, Philippe LEBASTARD, Jean-Claude SALAU, Florence CABRESIN, Magali LEMASSON, Thierry GICQUEL, Michel RINCE, Yvon LERAT, Elisa DRION, Damien CLOUET, Isabelle GROLLEAU, Lionel BROSSAULT, Valérie ROBERT, Gwénola LEBRETON, Aurora ROOKE, Soumaya BAHIRAEI, Alain BLANCHARD, Martine MOREL, Jean-Pierre TUAL

Pouvoirs : 5

**Frédéric CHAPEAU donne pouvoir à Alain ROYER
Catherine RENAUDEAU donne pouvoir à Aurora ROOKE
Chantal PERRUCHET donne pouvoir à Catherine CADOU
Emmanuel RENOUX donne pouvoir à Soumaya BAHIRAEI
Joëlle CHESNAIS donne pouvoir à Martine MOREL**

Le Maire procède à l'appel des conseillers.

Le quorum étant atteint, le Maire ouvre la séance à 19h00.

Florence CABRESIN est désignée secrétaire de séance.

L'ordre du jour est entamé.

Assainissement collectif

01/ DELEGATION DE SERVICE PUBLIC – CHOIX DU DELEGATAIRE / ANNEXE 1

Par délibération n°2016-03-13 en date du 24 mars 2016, le conseil municipal s'est prononcé sur le principe de la délégation du service public d'assainissement collectif par voie d'affermage.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1411-5 et L.1411-7,

Considérant l'avis du Comité technique en date du 23 février 2016,

Considérant la délibération n°2016-03-12 en date du 24 mars 2016 ayant arrêtée la composition de la commission de délégation du service public,

Considérant le procès-verbal de la commission de délégation de service public ayant sélectionné les candidats admis à présenter une offre en date du 18 mai 2016,

Considérant le procès-verbal de la commission de délégation de service public ayant procédé à l'ouverture des offres des candidats sélectionnés en date du 27 juin 2016,

Considérant le rapport d'analyse des offres et le procès-verbal de la commission de délégation de service public comportant son avis sur les offres en date du 6 septembre 2016,

Considérant le projet de contrat de délégation de service public,

Considérant le rapport sur les motifs du choix du délégataire et l'économie générale du contrat,

Considérant le règlement de service,

Considérant les engagements du candidat retenu,

Considérant la convocation du conseil municipal en date du 28 octobre 2016,

Conformément à l'article L. 1411-5 du Code général des collectivités territoriales, au terme de la procédure de délégation de service public, l'autorité habilitée à signer la convention saisit l'assemblée délibérante du choix de l'entreprise auquel elle a procédé. Elle lui transmet le rapport de la commission présentant notamment la liste des entreprises admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci, ainsi que les motifs du choix de la société candidate retenue et l'économie générale du contrat.

Considérant le résultat des discussions engagées avec les entreprises présentées dans ledit rapport,

Au vu des considérations énoncées dans le rapport sur les motifs du choix de délégataire et de l'économie du contrat, la société SAUR a présenté la proposition économiquement la plus avantageuse, qui préserve au mieux les intérêts de la collectivité et des usagers, dans le respect des contraintes imposées par le contrat, et présente des avantages techniques notables à des conditions financières compétitives, par comparaison aux tarifs actuels.

Ainsi, il est proposé de confier pour les 12 prochaines années la gestion du service public d'assainissement de la commune de Treillières à la société SAUR dans le cadre d'un contrat de délégation de service public.

Le contrat qui est proposé à l'approbation du conseil municipal consiste à confier à la société SAUR pour une durée de 12 ans, l'exploitation des ouvrages d'assainissement collectif et des obligations plus précises et plus exigeantes dans le domaine des relations entre le délégataire et la collectivité, telles que décrites dans le rapport qui a été adressé aux conseillers municipaux.

Le délégataire sera principalement chargé des obligations suivantes :

- Le droit exclusif pour le délégataire d'assurer le service public d'assainissement collectif aux usagers sur le territoire de la commune de Treillières ;
- L'obligation pour le délégataire, pendant la durée du contrat, d'exploiter les ouvrages et installations du service conformément aux réglementations en vigueur et d'en assurer le fonctionnement, la surveillance, l'entretien et la maintenance, et le renouvellement selon les obligations résultant du contrat ;
- L'obligation pour le délégataire de fournir à la collectivité les renseignements et conseils relatifs aux ouvrages et au fonctionnement du service nécessaires à cette dernière pour l'élaboration de ses projets de renforcement et d'extension et, plus généralement, pour la maîtrise du service délégué ;
- L'obligation d'assurer les relations avec les usagers ;
- Le droit pour le délégataire de percevoir auprès des abonnés du service public d'assainissement collectif les tarifs correspondant aux prestations qu'il leur fournit ;
- La confirmation de la mise en œuvre des engagements, aux seuls frais de la société retenue, pris par elle ainsi qu'il résulte du contrat.

Il est également proposé à l'approbation du conseil municipal le règlement de service annexé au contrat.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité de 29 Voix pour, décide :

- D'APPROUVER le choix de la société SAUR comme délégataire du service public d'assainissement collectif ;

- D'APPROUVER le projet de contrat de délégation du service public d'assainissement collectif ;

DE FIXER les tarifs de base de la part du délégataire pour la redevance d'assainissement du traitement des eaux usées à :

- Part proportionnelle : 0,75 € HT/m³,

- Part fixe : 25,50 € HT /logement,

Etant précisé que ces tarifs seront indexés annuellement selon les conditions prévues au contrat ;

- D'APPROUVER le projet de règlement du service d'assainissement collectif ;

- D'AUTORISER M. le Maire à signer le contrat de délégation de service public avec la SAUR et toutes pièces afférentes à cette affaire.

En raison du volume de l'impression, seul le rapport du Président de la commission de délégation de service public a été joint à la note de synthèse. Le contrat de délégation du service public d'assainissement collectif et ses annexes sont en consultation au secrétariat de la direction de l'Aménagement de l'urbanisme et des services techniques.

M. LE MAIRE passe la parole à Catherine CADOU qu'il a désignée en qualité de rapporteur de la commission de Délégation de service public.

Au fil de la présentation du diaporama annexé au présent compte rendu, **Catherine CADOU** apporte les compléments suivants :

Diapo 8 : « Vous nous avez interrogés sur la prise en compte ou non de 2 nouveaux postes de relèvement livrés fin de l'année 2016 dans le périmètre de la DSP.

En fait, ils sont au nombre de 3 : le PR de Moissons nouvelles qui a été livré le 2 novembre dernier, et 2 postes de relèvement à Garambeau qui seront quant à eux livrés avant la fin de l'année 2016. Il a été convenu que tout le réseau réceptionné sera intégré au périmètre sans impact sur la redevance. »

Diapo 9 : « Il convient d'apporter une précision sur le plan de renouvellement – les éléments indiqués en page 14 du rapport du Président ne sont qu'un extrait du plan de renouvellement. Le document complet est une pièce du marché et en consultation en mairie. Je vous confirme que le renouvellement de l'automate y est bien présent. »

Diapo 14 : « Concernant les variantes proposées par la SAUR : Notamment la mise en place de débimètres, il est apparu que cette variante était très intéressante pour mesurer les eaux parasites du réseau afin de faire les bons choix de rénovation de réseau et diminuer le volume des eaux parasites qui contrarient le fonctionnement de la STEP. »

Jean-Pierre TUAL expose :

« Nous notons avec satisfaction que la SAUR, prestataire pressenti pour l'exploitation des installations d'assainissement, va mettre en œuvre un plan d'actions pour espérer prolonger la vie des membranes de filtration installées sur la cinquantaine de kms de canalisations du réseau, au-delà de la garantie constructeur de 8 ans à 12 ans, fort du REX (Retour d'Expérience) d'exploitation d'installations similaires.

L'impact financier de cette prolongation de vie des membranes est important, de l'ordre de 200 000 € sur les 400 000 €, qu'il faudra nécessairement payer à terme pour le remplacement inévitable de ces membranes.

Or, la SAUR a prévu de remettre en service le bassin d'anoxie en vue (principalement) d'améliorer la qualité des effluents traités. La Nantaise des Eaux, exploitant actuel de ces installations, semble hostile à la remise en route de ce bassin, craignant, entre autre, un colmatage accéléré des membranes mettant en péril leur durée de vie. Cette disposition ne risque-t-elle pas de ce fait être incompatible avec l'objectif de prolongation de la durée de vie des membranes ? La municipalité a-t-elle retenu la proposition de prévoir une mesure de cet impact à l'issue d'une durée de fonctionnement de un an (par exemple) avec le bassin d'anoxie opérationnel ? »

Catherine CADOU répond :

« La remise en service du bassin d'anoxie avec gestion de volume variable permet d'améliorer la production des mousses comme vous l'avez fait remarquer M. TUAL, mais pas seulement : Ce bassin vise à permettre de réduire nos rejets d'azote dans le milieu et aussi à améliorer le traitement des effluents au niveau des membranes et donc de prolonger leur durée de vie. La mise en stress des bactéries dans le bassin d'anoxie doit leur permettre d'être plus efficaces dans le bassin d'aération avant le traitement par les membranes et le rejet dans le milieu.

Cependant, comme vous, nous avons bien enregistré la réserve de la Nantaise sur l'utilisation du bassin d'anoxie qui selon eux pourrait avoir des conséquences sur les départs d'eau dans le milieu naturel, le vieillissement prématuré des membranes et une dépense énergétique importante. Aussi, la remise en service du bassin d'anoxie interviendra à l'issue d'un échange très précis avec le nouveau délégataire – rapports techniques à l'appui. Le choix des variantes devant être fait dès la phase d'attribution, dans l'hypothèse d'un retour en arrière sur la mise en activité du bassin d'anoxie, nous pourrions faire un avenant en moins-value à la DSP.

Il convient de rappeler tout de même que le délégataire est l'homme de l'art qui doit être force de proposition et qui exploite à ses risques. Dans tous les cas, tout à fait d'accord avec vous pour évaluer le fonctionnement de la STEP avec ce dispositif à échéance d'un an.

Pour terminer, Catherine CADOU rappelle que la part fixe proposée par la SAUR, variantes retenues incluses, est de 25,5 € HT, et la part variable de 0,75 €/m³, soit une offre financière meilleure que son concurrent et nettement inférieure aux tarifs actuels. »

Aménagement - Urbanisme et Services techniques

02/ AVIS SUR LE DOSSIER D'AUTORISATION AU TITRE DE LA LOI SUR L'EAU – PARC D'ACTIVITES DE RAGON

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de l'environnement et notamment le chapitre IV du titre Ier du livre II relatif à l'eau et aux milieux aquatiques et marins et plus particulièrement les articles R.214-1 et suivants,

Vu le dossier et le résumé non-technique au titre de la loi sur l'eau concernant l'extension du parc d'activités de Ragon sur le territoire communal,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 9 septembre 2016 prescrivant l'enquête publique au titre de la loi sur l'eau concernant l'extension du parc d'activités de Ragon sur le territoire communal,

Vu l'enquête publique qui s'est déroulée du 3 octobre au 4 novembre 2016 en mairie de Treillières,

Il est exposé ce qui suit :

Le dossier Loi sur l'Eau concerne l'extension du parc d'activités de Ragon pour une surface de 7 hectares et la régularisation du fonctionnement du parc d'activités de Ragon existant pour une surface de 24,5 hectares. En effet, le parc d'activités de Ragon existant a été réalisé en plusieurs tranches et seuls 26 hectares sur les 50,5 hectares du parc existant ont été inclus dans l'arrêté préfectoral d'autorisation au titre de la loi sur l'eau de 2001.

La Communauté de communes Erdre et Gesvres prévoit l'extension du parc d'activités existant au nord de celui-ci de l'autre côté de la RD 75.

Le parc d'activités de Ragon, créé en 1988 au sud de la commune, s'est agrandi au fil d'extensions successives pour arriver à une superficie totale d'environ 50,5 ha. Son seuil de commercialisation est aujourd'hui atteint avec une soixantaine d'entreprises installées.

Le projet d'extension du parc d'activités de Ragon s'inscrit dans l'objectif de poursuivre la stratégie de la Communauté de communes Erdre et Gesvres en termes de développement économique. En effet, ce dernier permettrait :

- de proposer une offre à proximité d'un axe routier majeur (RN137 Rennes-Nantes) pour des entreprises à forte valeur ajoutée en terme d'emploi et de savoir-faire ;
- de développer le tertiaire et le commercial et notamment des programmes de bureaux et de services destinés principalement aux entreprises et à leurs salariés.

Un permis d'aménager a été accordé le 13 septembre 2016 et le dossier d'autorisation Loi sur l'Eau a été soumis à enquête publique en mairie du 3 octobre au 4 novembre 2016.

Dès l'ouverture de l'enquête et au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture, le conseil municipal doit formuler un avis sur le projet.

Présentation du dossier Loi sur l'Eau :

1/ Régularisation du fonctionnement du parc d'activités de Ragon existant :

Le Dossier Loi sur l'Eau porte sur la vérification du bon dimensionnement des deux bassins de rétention existants.

Après calcul par la méthode des pluies, le dossier conclut que :

- le bassin situé au Nord est bien dimensionné pour un temps de retour 10 ans et 20 ans,
- le bassin situé au Sud est bien dimensionné pour un temps de retour 10 ans mais est sous-dimensionné pour un temps de retour 20 ans. Des aménagements sont en conséquence prévus (suppression de la peupleraie, abaissement de 30cm du niveau altimétrique du fond du bassin et reprise du bassin et de la surverse).

2/ Extension du parc d'activités de Ragon :

Le projet d'aménagement se situe dans le bassin versant du Gesvres qui s'écoule à environ 2 km à l'est et qui est un affluent en rive droite de l'Erdre.

En termes de gestion des eaux pluviales, l'ensemble des eaux de ruissellement du projet sera collecté.

Les îlots feront l'objet d'une gestion des eaux pluviales à la parcelle et les eaux pluviales des espaces publics seront gérées par la mise en place d'un réseau de collecte et d'un ouvrage de rétention des eaux pluviales. Le débit de fuite de l'ouvrage respectera les 3 l/s/ha et sera dimensionné pour une pluie de retour 30 ans.

Le projet prévoira également des dispositifs visant à retenir la pollution avant rejet vers le milieu récepteur.

En termes de gestion des eaux usées, l'extension du parc d'activités de Ragon ajoutera une charge en effluents d'environ 240 équivalent-habitants (EH). La station d'épuration de Tougas, dans sa configuration actuelle, accepte cette charge supplémentaire.

La collecte des eaux usées sur le site d'aménagement sera assurée par des canalisations se raccordant au réseau existant et par un poste de refoulement qui sera aménagé le long de la RD 75.

En termes d'inventaire des zones humides, il n'existe aucune zone humide déterminée selon le critère végétation et le critère pédologique de l'arrêté du 1er octobre 2009.

En termes de biodiversité, des mesures d'évitement seront réalisées afin de ne supprimer aucune espèce protégée existante sur le site.

Ces mesures d'évitement sont :

- le maintien de la quasi-totalité des haies ;
- la préservation du fossé situé en limite nord et dans lequel la salamandre tachetée a été vue ;
- la clôture qui sera mise en place en limite entre les propriétés privées et la zone de Ragon Tertiaire sera perméable aux amphibiens et aux petits mammifères pour permettre aux espèces de circuler librement. Si un mur est mis en place en guise de clôture, un passage de 10cm sera assuré pour permettre le passage des espèces ;
- Le chêne dans lequel des cavités liées à la présence du grand capricorne ont été observées sera préservé.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité de 29 Voix pour, décide :

- **D'EMETTRE un avis favorable sur le dossier d'autorisation au titre de la Loi sur l'Eau concernant l'extension du parc d'activités de Ragon.**

Informations diverses

- Intervention de Marie-Madeleine REGNIER relative à la rentrée scolaire :

En conseil municipal du 6 juin, vous vous interrogiez sur les effectifs scolaires pour la rentrée 2016. Tout s'est bien déroulé grâce à la délibération n°2016-03-28 en date 24 mars 2016, qui a permis de diriger :

- 10 enfants vers l'école Alexandre Vincent et 1 enfant sur l'école maternelle de la Chesnaie.
- Sur ces 10 enfants, 5 habitent la pointe sud (Ragon Verger) (partie sud Douet objet du nouveau périmètre scolaire étudié lors rencontre du 18 octobre, (4 Elus, 3 Directions, et Déléguée départementale éducation nationale).
- 4 sont des enfants de familles itinérantes, inscrits fin août et ayant quittés la commune depuis.
- 1 de Garambeau et 1 de la Ménardais : nouveaux arrivants sur la commune.

Sans cette décision transitoire de modification du périmètre scolaire :

- L'Ecole A. Vincent eût été en-dessous du seuil d'ouverture, et l'école J. Fraud aurait pu être en ouverture d'une classe en élémentaire, soit à la rentrée :
- A. Vincent 259 - 10 soit 249 pour une ouverture à 252 (donc 2 classes vacantes)
- J. Fraud 190 + 10 soit 200 pour une ouverture à 196

Concernant la décision prise en accord avec les équipes enseignantes, de ne pas accepter de PPS (pré petite section), 7 enfants ont été concernés sur l'école de la Chesnaie, et 4 sur J. Fraud.

Il est à noter que l'inscription de ces enfants n'aurait pas fait atteindre le seuil d'ouverture, et aurait chargé les classes, dès la rentrée, sans laisser de marge pour les élèves arrivant en cours d'année.

Rentrée du 1^{er} septembre 2016 :

- Ecole maternelle la Chesnaie 172 inscrits, ouverture à 192
- Ecole maternelle J.Fraud 108 inscrits, Ouverture à 128
- Ecole Elémentaire J.Fraud 190 Inscrits (seuil prochaine ouverture) 196
- Ecole Elémentaire A.Vincent 259 Inscrits (seuil prochaine ouverture) 280

- Prochain conseil municipal :

Le lundi 21 novembre 2016 à 19h00

- Prochain conseil communautaire :

Le mercredi 14 décembre 2016 à 19h00

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h15.

**Le Maire,
Alain ROYER**



Conseil Municipal

14 novembre 2016



1

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC ASSAINISSEMENT COLLECTIF

- ▶ Fin du contrat actuel : 31 décembre 2016
- ▶ Mode de gestion retenu : Affermage
- ▶ Choix du délégataire et économie générale du contrat par le Président de la CDSP : *10 octobre 2016*
- ▶ Rapport du Président de la commission de délégation de service public : *14 Novembre 2016 (Vote du Conseil Municipal)*
- ▶ Prise d'effet du contrat : 1^{er} janvier 2017

2

Procédure DSP préalable à la consultation

- ▶ 23 février 2016 : avis du comité technique sur le mode de gestion envisagé
- ▶ 24 mars 2016 : délibération du conseil municipal sur le mode de gestion retenu (affermage), la durée du contrat (12 ans) et la composition de la commission de délégation du service public

3

Rappel : Composition de la Commission de délégation du service public

| TITULAIRES | SUPPLEANTS |
|-----------------------------|-----------------------|
| <u>Président</u> | |
| Mr Alain ROYER | |
| Mr Frédéric CHAPEAU | Mme Elisa DRION |
| Mme Catherine CADOU | Mme Chantal PERRUCHET |
| Mme Marie-Madeleine REGNIER | Mr Michel RINCE |
| Mr Jean-Claude SALAU | Mr Philippe LEBASTARD |
| Mr Jean-Pierre TUAL | Mme Martine MOREL |

4

La procédure de consultation

- ▶ 30 mars 2016 : envoi de l'avis de publicité aux parutions d'annonces légales
- ▶ 4 et 8 avril 2016 : avis de parution annonces légales – Ouest France ; Moniteur du BTP
- ▶ 10 mai 2016 : clôture de réception des candidatures : **3 candidats** – SAUR ; STGS ; NANTAISE DES EAUX
- ▶ 18 mai 2016 : Examen de la recevabilité des candidatures par la commission DSP : SAUR ; STGS et Nantaise des Eaux

5

Procédure de consultation (suite)

- ▶ 25 mai 2016 : visite obligatoire des installations : 3 candidats présents
- ▶ 24 juin 2016 – 12 h : remise des offres
- ▶ 27 juin 2016 : commission DSP – ouverture des 2 offres reçues : SAUR ; Nantaise des Eaux
- ▶ 6 septembre 2016 : commission DSP – Présentation du rapport d'analyse comparative des offres des 2 candidats par l'AMO

6

La phase de négociation du 6 septembre au 10 octobre 2016

- ▶ Audition des 2 candidats
- ▶ Aller-retour de questions/réponses
- ▶ Visites d'installations gérées par la SAUR et la Nantaise des eaux

7

Le contenu des offres une offre de base visant à prendre en compte

- ▶ Une STEP d'une capacité de 8400 EqHab
- ▶ Une filière d'épuration : boues activées et réacteur membranaire
- ▶ 47,6 km de réseau (55,6 km selon RAD 2015)
- ▶ 1789 abonnés au 31/12/2014 (1864 au 31/12/15)
- ▶ 176 781 m³ facturés au 31/12/14 (174 048 m³ au 31/12/15)
- ▶ 12 postes de relèvement + 4 mis en service en 2015 + **3 en 2016**
- ▶ 995 regards de visite (1 155 selon RAD 2015)
- ▶ 1 déversoir d'orage
- ▶ 1 trop plein de 2 postes de refoulement (selon RAD 2015)

8

Le contenu des offres une offre de base visant à prévoir

- Un plan pluri-annuel de renouvellement programmé et non programmé
- Le curage préventif en Ml/an
- Le nettoyage préventif des postes de relèvement
- La tarification des branchements
- Le suivi de l'hydrogène sulfuré
- Auto surveillance de la station
- 12 km d'inspection télévisée du réseau
- Le suivi des abonnés, raccordements nouveaux...

9

Le contenu des offres 4 options

- Inventaire des lotissements privés existants avec voies et réseaux (secteurs, nombre d'abonnés, linéaires, date de mise en service)
- Mise en place d'une procédure lors de la création de nouveaux lotissements pour assister la commune de la mise au point du projet à la livraison
- 800 contrôles des branchements anciens sur la durée du contrat
- Réalisation d'un diagnostic des membranes et coût de cette étude

+ possibilité de variantes

10

Les offres des 2 candidats

- ▶ Nantaise des eaux : offre de base + 4 options
- ▶ SAUR : offre de base + 4 options + 4 variantes :
mesure de débit sur réseau, remise en service
du bassin d'anoxie, mise en place d'un verseur
de source à la station, remplacements des
membranes

11

Critères d'évaluation des Offres

- ▶ Valeur technique de l'offre
- ▶ Capacité à apporter de bons niveaux
d'exploitation et de qualité
- ▶ Capacité à intégrer de nouveaux process
d'optimisation en termes environnementaux,
écologiques et énergétiques
- ▶ Communication avec la collectivité
- ▶ Capacité à assurer la gestion de l'information à
apporter aux abonnés
- ▶ La proposition financière

12

PROPOSITIONS FINANCIERES

- Rappel de l'ancienne tarification du délégataire :

| | |
|---|------------|
| Part Fixe | 28,91 € HT |
| Part variable hors surtaxe communale (€ HT/m ³) | 0,888 € HT |

- Proposition financière des candidats : offre de bases + 4 options :

| | SAUR | NANTAISE DES AUX |
|---|------------------------------|-------------------------------|
| Part Fixe – Abonné en € HT/abonné | 23 € HT pour les 4 options | 25 € HT pour les 4 options |
| Part Proportionnelle – en €/HT/m ³ | 0,75 € HT pour les 4 options | 0,858 € HT pour les 4 options |

13

CHOIX DES VARIANTES PROPOSEES PAR LA SAUR

- 1- Mise en place de 2 débitmètres en poste fixe et d'1 débitmètre mobile sur le réseau (+ 0,50 €/abonné)
- 2 – Remise en service du bassin d'anoxie avec gestion de volume variable (+ 2 € /abonné)
- 3 – Mise en place d'un inverseur de source d'énergie à la STEP pour raccordement d'un groupe électrogène (compris dans le contrat)

14

PROPOSITIONS FINANCIERES offre de base + 4 options + 3 variantes pour la SAUR

| | SAUR | NANTAISE DES EAUX |
|--|---|---|
| Part Fixe – Abonné en € HT/abonné | 25,5 € HT pour les 4 options + 3 Variantes | 25 € HT pour les 4 options mais aucune variante proposée |
| Part Proportionnelle – en €HT/m ³ consommé | 0,75 € HT pour les 4 options+ 3 Variantes | 0,858 € HT pour les 4 options mais aucune variante proposée |

15

ECONOMIE GENERALE PAR TYPOLOGIE D'ABONNES

| m3 | Ancien contrat | NDES | SAUR |
|-----|----------------|--------|--------|
| 30 | 55,45 | 50,74 | 48,00 |
| 40 | 64,33 | 59,32 | 55,50 |
| 60 | 82,09 | 76,48 | 70,50 |
| 80 | 99,85 | 93,64 | 85,50 |
| 100 | 117,71 | 110,80 | 100,50 |
| 120 | 135,37 | 127,96 | 115,50 |

16

CDSP du 10 octobre 2016

Tableau de notation des offres

| | Valeur Technique | Valeur Financière | Valeur d'Ensemble de la commission | |
|--------------|---------------------|----------------------|---------------------------------------|-------|
| Note maximum | 40 | 40 | 20 | Total |
| NDES | 25.39 | 24,00 | 10,00 | 59,39 |
| SAUR | 24.70 | 34,00 | 14,00 | 72,70 |

SYNTHESE

et DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

